

FIBRE EXCELLENCE : NÉGOCIER AVEC L'ÉTAT EST RESPONSABLE

Nous avons été surpris par le tract diffusé par FO. La fédération CGT a obtenu la tenue de réunions régulières avec le CIRI, qui œuvre pour la sauvegarde de nos emplois. FO nous a demandé de participer à ces réunions et nous avons accepté. Grâce au CIRI, nous venons d'obtenir des livraisons de bois de l'Office National des Forêts (ONF) à des tarifs avantageux. Des discussions ont également débuté concernant le tarif du mégawatt. Bien entendu, cela ne signifie pas que Fibre Excellence est aujourd'hui sauvée, mais ces avancées sont importantes.

Dans ce contexte, l'expression figurant dans le tract de FO – « *On ne tombera pas dans l'hypnose de la réunionite à Bercy* » – nous interpelle. Par définition, la « réunionite » désigne une multiplication de réunions jugées inutiles.

Nous estimons que cette formulation peut être perçue comme un manque de considération envers les personnes qui s'investissent pour préserver nos emplois, alors même qu'elles ne sont ni tenues de nous recevoir ni de nous informer. Si certains estiment que ces réunions ne sont pas utiles, ils restent libres de ne pas y participer.

Nous ne sommes pas dans une cour d'école : les négociations avec l'État ne se font pas en quelques jours. Elles impliquent plusieurs ministères et engagent des montants financiers très importants. Ces réunions ont

également l'avantage de nous permettre de disposer de plusieurs sources d'information, et de ne pas dépendre uniquement du discours de la direction.

Nous demandons donc à FO de faire preuve de mesure dans ses propos à l'égard de celles et ceux qui nous informent et qui s'engagent pour la défense de nos emplois. À ce jour, les acteurs en capacité de soutenir concrètement la sauvegarde de nos emplois sont l'État, Bercy, avec l'appui de nos responsables politiques et de nos élus locaux. Il est donc essentiel de ne pas fragiliser les démarches en cours.

L'intersyndicale n'interdit en aucun cas à un syndicat de s'exprimer ; nous appelons simplement à la responsabilité et à la modération dans les propos tenus. Par ailleurs, nous avons obtenu un rendez-vous à Toulouse avec Madame Delga, présidente

de la Région Occitanie, le mercredi 4 février. La CGT et les élus de la ville de Saint-Gaudens ont permis l'obtention de ce rendez-vous, et nous les en remercions.

L'intersyndicale CGT-FO-CFDT n'est pas remise en cause et continuera à agir ensemble pour la sauvegarde de nos usines.

Enfin, nous regrettons certaines formulations et présentons nos excuses à celles et ceux qui, au ministère de l'Économie à Bercy, prennent le temps de nous écouter et s'engagent pour la préservation de nos emplois.

N'HÉSITEZ PLUS, REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CGT ! •

